

L'influence du républicanisme français dans le mouvement national algérien

Miklós NAGY
Université de Szeged
Hongrie

Le républicanisme français unit le projet des Lumières, celui de ses successeurs et le programme réalisé par la III^e République. La République issue de la Révolution a voulu faire table rase du passé et des traditions pour se construire à partir des principes des Lumières du Progrès et de la Raison. Les idées de 1789 proclamées par la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen ont institué la souveraineté de la nation, en posant comme fondement de l'ordre constitutionnelle légitime les droits imprescriptibles des individus qui la composent.¹ Au cours du XIX^{ème}, l'idée républicaine s'identifiait avec ces principes fondamentaux et la République est devenue une forme de régime qui tirait sa légitimité des principes de la Révolution, où le gouvernement procédait de la volonté du peuple. L'idéal démocratique qui donne le pouvoir au peuple s'incarnait donc dans la forme républicaine du gouvernement. Selon les fondateurs de la III^e République, c'est la forme républicaine de l'État qui favorise le mieux l'évolution sociale et le développement du bien-être du peuple. La République n'était pas seulement la forme neutre de l'organisation du pouvoir public, elle recouvrait un système de valeur, un contenu politique et social. Trois critères peuvent être retenus pour caractériser ce contenu : 1. Le droit du peuple à se gouverner lui-même par le biais d'élection périodiques, le rejet donc de l'autorité d'un seul pouvoir 2. La création des conditions d'une morale politique qui exclut désormais tout recours à la violence ou au coup d'État 3. Un sentiment, un état d'esprit qui s'identifie aux Lumières, aux droits de l'Homme de 1789, au progrès, à la Raison, à l'éducation, à la méfiance envers l'Église catholique, à la sympathie pour les classes populaires.²

Une des préoccupations fondamentales des républicaines devint la transmission de cet idéal républicain par l'intermédiaire de l'école, la conquête pour la bonne cause des intelligences jusqu'alors formées par l'église. La formation de la conscience morale et civique par l'instruction, la démocratisation de la société par la diffusion des Lumières était aussi un des objectifs principaux du régime républicain. L'école a donc reçu donc

¹ Philippe Braud-François Burdeau (oeuvre collective, rédigé par): Histoire des idées politiques depuis la révolution, Montchrestien, 1983, p. 52.

² Christophe Vimbert: La tradition républicaine en droit public français (PUR. N° 181), Rouen, 1992, pp.19-20.

une mission politique en faisant de l'instituteur le missionnaire de la nouvelle « foi républicaine ». Cette même mission civilisatrice se manifestait dans l'oeuvre coloniale de la III^e République – en dehors de fortes raisons économiques et politiques – qui voulait émanciper, apporter les Lumières et le Progrès à la population colonisée. Les républicains justifiaient la colonisation en affirmant que la France, pays de haute civilisation a un devoir d'éducation envers les peuples inférieurs. Il y a un lien en ce sens entre l'oeuvre colonisatrice et la politique laïque de la République. En dehors des arguments « humanitaires » il y avait certes aussi une motivation politique selon laquelle la colonisation serait le moyen de redonner à la France son rôle de grande puissance dans le monde, en lui trouvant des compensations coloniales dans une Europe dominée par l'Allemagne. Aux arguments politiques s'ajoutaient des intérêts économiques : dans une période de marasme économique la France devait chercher outre-mer des débouchées pour sa production industrielle et des placements avantageux pour ses capitaux. La grandeur du pays était donc liée à la possession des colonies, marque du caractère supérieur de sa civilisation et de la mission de diffusion du progrès, l'attachement à l'Empire colonial constituait ainsi l'élément fondamental de la culture républicaine.³

A la fin du XIX^{ème} siècle, la France est devenue la première puissance coloniale de la Méditerranée musulmane, justifiant la conquête coloniale par sa « mission civilisatrice », par la propagation des idées de la Révolution française. L'école française a joué un rôle essentiel dans l'accomplissement de cette mission, en déclarant que l'école républicaine voulait donner la même instruction aux élèves arabes qu'aux petits Français. Dans ces écoles françaises l'idée républicaine, porteuse de rationalité et de progrès a laissé une impression déterminante dans l'esprit des élites ici formée, qui deviendront plus tard les dirigeants du mouvement nationaliste. Un des chefs de file « historique » des indépendantistes algériens, futur leader de l'insurrection de 1954, Hocine Ait Ahmed a écrit de ses souvenirs d'écolier : « Je dois beaucoup à mes instituteurs. Je leur dois cette sorte de logique rationaliste qui aide la conscience à se libérer du fétichisme de la nature, des choses, des hommes et des mots et qui élargit des horizons. Ce rationalisme nourrissait notre désir d'émancipation, de devenir adulte, notre sens de la liberté.⁴

Les élites musulmanes, formées dans les écoles françaises, croyant fermement à l'universalité des principes de 1789, cherchaient à s'intégrer dans la patrie française par l'acquisition de la citoyenneté française et par la représentation des indigènes dans le Parlement français.⁵ Au début du XX siècle le mouvement de l'intelligentsia francophile, sous le nom des Jeunes Algériens représentait les aspirations à l'assimilation en acceptant l'ordre des valeurs établi par la colonisation. Leur but était de s'élever par la possession de

³ Serge Berstein-Odile Rudelle (oeuvre collective, rédigé par) : Le modèle républicain, PUF, 1992, pp. 169–170.

⁴ Benjamin Stora : L'effet „89” dans les milieux immigrés algériens en France (1920–1960) (in.: Les Arabes les Turcs et la Révolution française (Édisud), Revue du Monde musulman et méditerranée, 1990, p. 230.

⁵ Mahfoud Kaddache : Histoire du nationalisme algérien. Société Nationale d'Édition et de Diffusion. Alger, 1981, Tome 1., p. 6.

la langue française pour former l'élite de la société algérienne et ouvrir le monde de l'Islam à la civilisation européenne. Cela ne signifiait pas le refus des traditions de l'Islam mais ils ne les considéraient pas comme l'unique source de référence et du reste certains groupements étaient même fortement attachés aux coutumes religieuses.⁶ La majorité des jeunes Algériens ne revendiquait pas la nationalité française ce qui les aurait opposé à l'Islam, ils voulaient acquérir une partie des droits de liberté bourgeois et le développement de l'enseignement en arabe et en français.⁷ Les revendications politiques des Jeunes Algériens ne portait pas sur le système colonial, ils voulaient attirer l'attention de l'opinion publique française sur la nécessité de certaines réformes (modification du Code de l'Indigénat, représentation plus importante dans le corps des élus, l'égalité devant l'impôt). La Première guerre mondiale a contribué au développement de ces revendications dans la population dont les connaissances politiques ont été élargies par les expériences de guerre acquises sur les fronts. Après la Grande Guerre, cette intelligentsia a éprouvé une déception parce que les autorités françaises n'ont pas pris en considération leurs revendications politiques formulées depuis le début du siècle et parce qu'ils devaient faire face à l'aveuglement des milieux colons qui voulaient garder leurs privilèges. Même si la réforme de 1919 a rendu possible l'acquisition de la nationalité française pour les Algériens, elle leur exigeait d'eux de renoncer à leur statut juridique musulman ce qu'ils ne voulaient pas accepter. La loi réformant le système de représentation politique a élargi le corps électoral algérien mais leur représentants élus ne constituait que le quart des députés. La plupart des colons européens étaient hostiles même à ces réformes modestes ayant peur de l'anarchie dans la colonie.⁸

Dans la pensée des élites c'était l'image des deux France qui est devenue déterminante : d'un côté celle d'une France républicaine, démocratique, porteuse de civilisation, de l'autre, la France colonialiste, injuste. Ils fondaient leur espoirs dans la France idéale, qui choisirait la mise en pratique des principes de 89', et c'était au nom des valeurs démocratiques qu'ils voulaient combattre l'injustice de la condition coloniale. Ils pensaient que cette France qui avait inventé les principes démocratiques pourrait imposer aux Européens d'Algérie le respect de l'autre. Ils prônaient l'égalité des droits avec les Français mais tout en gardant leur propre personnalité religieuse musulmane. Le mouvement d'assimilation dirigé par Emir Khaled a laissé en héritage au mouvement nationaliste la revendication des libertés démocratiques, dont l'héritier devenait la Fédération des Élus fondée en 1927 par les représentants indigènes des corps élus de la colonie. La Révolution française était considérée par les intellectuels comme un processus qui a initié un progrès fondé sur la science et l'éducation. La notion de la Révolution était plus large qui englobait aussi bien les Lumières qui l'a précédée et le progrès scientifique qui l'a suivie. Ils pensaient que l'association des libertés politiques et le développement

⁶ László J. Nagy: La naissance et le développement du mouvement de libération nationale en Algérie (1919-1947) Budapest, 1989, *Studia Historica* 190., pp.38-39.

⁷ László J. Nagy: *ibid.* p. 41.

⁸ László J. Nagy: *ibid.* p. 47.

pour mettre en contradiction la France coloniale avec ses principes de 1789. L'influence du modèle soviétique s'atténuait vite dans les milieux immigrés algériens d'origine paysanne surtout à cause de son athéisme.

L'Étoile Nord-Africaine et les communistes algériens représentaient une menace au pouvoir colonial, même si leur influence sur les masses était insignifiante dans les années 20'. L'ENA a été interdite par les autorités françaises en 1929, l'organisation communiste s'est désorganisée, la Fédération des Élus ne représentait pas vraiment la défense de l'intérêt national. Le phénomène nouveau de la vie politique algérienne fut le développement d'un mouvement réformiste national organisé par les érudits de la foi musulmane. C'était en 1931 que ces intellectuels musulmans ont fondé l'Association des Oulémas sous la direction de Ben Badis. Cette association intellectuelle a reconnu les principes démocratiques classiques de 1789, en espérant que la France démocratique désavouerait le colonialisme, mais elle était marquée aussi par les courants culturels et religieux de la renaissance arabe et croyait que la France démocratique permettrait l'émancipation du peuple algérien.¹² L'invocation de 1789 signifiait aussi la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État, alors que l'Islam constituait l'élément fondamental de la société musulmane. La référence à l'Islam traduisait une volonté de récupération de l'identité culturelle nationale, le retour au passé, à l'époque du triomphe de l'Islam et de la culture arabo-islamique.¹³ Ils ont rejeté la lutte des intellectuels francophiles pour l'acquisition de la nationalité française, en s'élevant contre ceux qui ont renoncé à leur statut juridique musulman pour devenir citoyen français. Ils voulaient créer des écoles libres pour faire contrepoids à l'enseignement et à la culture française avec l'enseignement de la religion et de la culture arabe.¹⁴ Il ont considéré que l'éducation religieuse était inséparable de l'éducation patriotique.

En janvier 1936, Ben Badis, chef de file des oulémas a proposé la convocation d'un congrès aux organisations représentant les Algériens en vue d'élaborer ensemble un programme politique. Dans la question de la représentation des Algériens une vive discussion a éclaté entre Ben Badis et Ferhat Abbas, un des dirigeants notables de la Fédération des Élus. Abbas qui a acquis son instruction sur les bancs de l'école républicaine française et qui a accompli ses études supérieures en Algérie, était fortement attaché aux traditions révolutionnaires et idéalistes de la France républicaine. Avec la publication de son « Jeune Algérien » en 1931 il a fait la distinction entre la France des Lumières et sa part d'ombre, le système colonial. Il a plaidé pour les réformes en se servant du pouvoir républicain démocratique français pour remédier à la situation des indigènes musulmans d'Algérie. La position de Ferhat Abbas a été résumée entre autres dans un article écrit en 1934 : « L'Algérie est française ... elle le sera lorsque les 6 millions d'Algériens atteints par l'éducation sociale et relevés économiquement se sentiront solidaires des Français de l'Algérie et de la métropole. (...) D'autre part

¹² Benjamin Stora: *ibid.* p. 233.

¹³ Kaddache: *Histoire du nationalisme...* op. cit. p. 882.

¹⁴ László J. Nagy: *La naissance...* op. cit. p. 78.

l'Algérie est musulmane, la désislamisation serait une grave erreur.¹⁵ Abbas en tant que républicain n'était pas antireligieux, il a démontré qu'il existait des possibilités de compromis entre la République et l'Islam. Il ne prenait pas position contre l'éducation religieuse prônée par les oulémas, il a plaidé pour la liberté d'enseignement, impliquant la liberté d'expression de toutes les idées, y compris religieuses. Il croyait fermement à un enseignement fondé sur la science et la raison ce qui prouvait aussi son attachement profond à la tradition républicaine.¹⁶ Le différend entre Ben Badis et Abbas se manifestait dans la question de l'interprétation de la nation algérienne. Ferhat Abbas a déclaré dans un de ces articles que la nation algérienne n'existait pas, et que par conséquent le patriotisme algérien n'existait pas non plus. Ben Badis qui insistait sur les traditions arabo-islamiques a déclaré dans sa réponse l'existence de la nation algérienne : « Cette nation algérienne n'est pas la France.. c'est une nation totalement éloignée de la France par sa langue, ses moeurs, ses origines ethniques, sa religion. Elle ne veut point d'assimilation... » Ce pays musulman est un ami loyal de la France. » Les oulémas voulaient que l'Algérie traitât d'égal à égal avec la France, alors que le but des Élus était de devenir une « province de la colonie ».¹⁷

L'avènement de la gauche française au pouvoir en 1936 était considéré dans le mouvement nationaliste algérien comme le triomphe de la démocratie, celui des principes de 1789. Ben Badis a déclaré que les réformes promises par le gouvernement Blum permettraient « ... l'intégration pure et simple de la collectivité musulmane dans la grande famille française. »¹⁸

La nouvelle ligne politique déterminée par le 7^e Congrès de l'International Communiste a modifié la position des communistes algériens qui ont participé avec les élus, les notables et les oulémas dans le Congrès Musulman autour d'un programme d'assimilation politique, axé sur le projet Blum-Violette, prévoyant quelques réformes en Algérie. Pour ne pas affaiblir le Front populaire représenté par le Congrès, les communistes algériens ont renoncé à la revendication de l'indépendance nationale, se trouvant ainsi opposé à l'ENA qui continuait à revendiquer l'indépendance de l'Algérie et qui a été dissoute pour cette raison en janvier 1937 par le ministre de l'Intérieur français. Ce fut le PPA (Parti du Peuple Algérien), successeur de l'Étoile Nord Africaine qui a défendu seul parmi les partis la thèse de l'indépendance nationale. Le nouveau parti a pris pour objectif l'autonomie de l'Algérie mais son attitude agressive empêchait le PPA de s'allier avec le Congrès Musulman.¹⁹

Après l'échec du projet Blum-Violette l'engagement politique des élites (élus, notables, oulémas) déçus devint de plus en plus décisif à l'égard de la question nationale. Certains dirigeants de la Fédération des Élus ont compris qu'il fallait soutenir leur

¹⁵ Benjamin Stora – Zakya Daoud: Ferhat Abbas. Une utopie algérienne. Collection: Destins croisés. Éd. Denoel, 1995. p. 57.

¹⁶ Stora-Daoud: *ibid.* p. 58.

¹⁷ László J. Nagy: La naissance... *op. cit.* pp. 85–86.

¹⁸ Stora: L'effet „89”... *op. cit.* p. 233.

¹⁹ László J. Nagy: La naissance... *op. cit.* pp. 97–98.

revendications par des actions de masse. C'était l'intention de Ferhat Abbas avec la création d'un grand parti de masse en 1938 sous le nom de l'Union populaire algérienne (UPA) pour la conquête des droits de l'homme et du citoyen. Le programme du parti s'inspirait – comme son nom l'indiquait – des idées démocratiques bourgeoises, mais ses revendications politiques ne dépassaient pas les anciennes revendications (représentation au parlement; admission des indigènes dans toutes les fonctions, séparation de l'Église et de l'État, garantie des droit syndicaux). L'UPA n'a pas pu devenir un parti de masse important, les masses ont été gagnées par les forces de libération nationale qui luttèrent contre le colonialisme d'une manière plus conséquente.²⁰ Le mythe de « la mission civilisatrice » de la France perdait de plus en plus son crédit chez les intellectuels. Quand les autorités coloniales ont soumis l'enseignement de la langue arabe à une autorisation préalable en mars 1938, les oulémas ont décidé de renoncer à la collaboration avec la France en interrompant toutes les relations avec les autorités françaises.²¹ Du début de 1939 jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre, les communistes algériens placèrent les traditions démocratiques de la révolution française au cœur de leur propagande pour établir une alliance entre la France et les peuples coloniaux contre le fascisme. Ils durent se rendre compte que les idées de 1789 ne motivaient pas suffisamment les Algériens, qui ne soutenaient pas cette politique. La théorie des communistes de la « nation algérienne en formation historique » – niant l'existence de la nation algérienne et refusant ainsi son droit à l'indépendance – les empêchait d'établir une alliance politique durable avec les forces nationalistes. Le PPA qui a mis l'accent sur la revendication de l'indépendance nationale représentait une position fortement nationaliste et anticommuniste en écartant beaucoup d'Européens de gauche du mouvement de libération nationale.²²

La thèse de l'indépendance de l'Algérie a fait un grand progrès pendant la Seconde Guerre mondiale après la défaite française de 1940 et le débarquement des Alliés en Afrique du Nord en novembre 1942. Toutes les tendances dénonçaient le système coloniale qui était contraire aux principes de 1789, en espérant que la France ne saurait avoir « deux coeurs » selon qu'elle agit dans la métropole ou dans les colonies. Pour la première fois une union nationale autour de la question nationale a été réalisée en mars 1944 au sein des « Amis du Manifeste et de la liberté » (AML) de Ferhat Abbas avec la participation des notables, des élus et des oulémas et la majorité des membres du PPA, reprenant les structures de l'UPA.. Les membres avaient la mission de défendre les propositions de réforme du Manifeste intitulé « Algérie devant le conflit mondial, Manifeste du peuple algérien » qui a créé l'union autour de symboles communs, comme le recours aux principes républicaines de 1789.²³ Le Manifeste insistait bien que le mouvement national avait dépassé la phase réformiste et a pris pour objectif la libération nationale : « La colonisation ne relève ni d'un souci humanitaire, ni d'un souci de justice et encore moins de la civilisation et du progrès. Elle est dans son essence même un

²⁰ László J. Nagy: *ibid.* pp. 102–104.

²¹ László J. Nagy: *ibid.* pp. 104–105.

²² László J. Nagy: *ibid.* pp. 108–109.

²³ Stora : L'effet „89”... *op. cit.* p. 236.

phénomène impérialiste ». ²⁴ Le Manifeste prouvait que les forces politiques nationalistes qui croyait jusque là à la mission civilisatrice de la France ont renoncé définitivement à ce mythe. Le changement de la position de Ferhat Abbas dans la question national en fut la preuve car il réclamait désormais une Algérie indépendante fédérée à la France. Le Manifeste est considéré comme le document le plus important du mouvement de libération national, le programme de la bourgeoisie national algérienne exprimant en même temps les intérêts des larges couches sociales, représentait un grand pas en avant vers la création d'un mouvement uni. ²⁵ Les communistes n'ont pas adhéré aux AML jugeant leurs idées trop avancées, cette erreur les a coupés des masses algériennes.

La contradiction entre une France abstraite reflétant les principes universels et une France temporelle est devenue de plus en plus évidente après la répression du soulèvement de mai 1945 qui a brisé l'union nationale. Le gouvernement a interdit les AML, leurs dirigeants ont été jetés en prison. La répression de l'insurrection eut une influence décisive sur le mouvement de libération national. A l'intérieur du mouvement s'est formé une aile révolutionnaire, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), en tant qu'organisation légale du PPA interdit et une aile modérée, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) soutenue par les oulémas, alors que les communistes algériens (PCA) restaient en dehors du mouvement nationaliste. L'UDMA, dont les origines idéologiques remontaient aux traditions républicaines, a refusé l'assimilation et voulut réaliser une libre fédération de l'État algérien avec la France, avec une France qui n'était pas caractérisée par une républicanisme hypocrite mais qui était une vraie république sociale. ²⁶ Leur objectif était donc la réalisation d'une « république démocratique et sociale », en luttant pour ce faire en même temps contre le capitalisme et le colonialisme. Ils voulaient une Algérie qui ne renonçât pas à ses traditions culturelles et religieuses mais qui profitait des acquis de la technique moderne. L'UDMA était un parti essentiellement urbain, son influence se manifestait dans les milieux de la bourgeoisie commerçante, avait aussi une base sociale solide dans les milieux des professions libérales, maintenait des rapports avec certains intellectuels français de gauche (p. ex. : J-P.Sartre). Dans leur activité politique ils ont attaché beaucoup d'importance au mouvement anticolonial, à l'idée de l'association de futurs pays indépendants de Maghreb. ²⁷ La revendication principale de l'aile révolutionnaire du mouvement national (MTDL) était la libération nationale. Il a réussi à élargir sa base sociale vers les couches sociales intermédiaires, vers les petits propriétaires et la population pauvre des banlieues, en devenant ainsi un parti populiste, le parti le plus important du mouvement national algérien. Le MTDL a mis l'accent sur le respect des traditions religieuses et culturelles en les associant dans sa propagande avec les idées démocratiques, avec celle de l'égalité sociale. La direction du parti était caractérisée par un chaos idéologique et des querelles perpétuelles provoquant ainsi une crise permanente

²⁴ László J. Nagy: La naissance... op. cit. p. 125.

²⁵ László J. Nagy: ibid. p. 126-127.

²⁶ J. Nagy László: A Maghreb országok felszabadulása (1919-1956). Szeged, 1995. p. 131.

²⁷ László J. Nagy: La naissance... (1989) pp. 144-145.

dans le parti qui était beaucoup influencé par les changements de la société.²⁸ Le PCA a modifié sa ligne politique après son échec subi lors des élections de juin 1946 parce qu'il avait inclus dans son programme la revendication de la réalisation de l'État algérien autonome qui sera une République démocratique ayant sa propre constitution, parlement et gouvernement. « Cette République sera, par des liens fédératifs librement décidés, unie au peuple de France et aux autres peuples fédérés au sein de l'Union Française ». ²⁹ Les communistes ont rejoint ainsi les autres partis du mouvement national mais ni le MTDL anticommuniste ni l'UDMA ne voulaient accepter la proposition de former un front uni avec le PCA.

En France, parmi les immigrés – à la différence de l'entre-deux-guerres – la plupart des étudiants algériens ont rejoint l'organisation indépendantiste, le MTLN, mais leur nationalisme ne signifiait pas l'hostilité à la culture française, aux idées de 1789 auxquelles ils étaient attachés mais ils ont réprouvé le colonialisme. Dans le journal des étudiants musulmans algériens on pouvait lire les suivants : « Nous dissocions culture française et régime coloniale, et cela justement parce que nous voulons maintenir dans leur pureté certaines traditions très françaises : l'esprit « jacobin », la constante démocratie française, le sentiment républicain français. Nous restons fidèles à cet esprit qui justement avait triomphé lors de la déclaration des droits de l'homme. » ³⁰

Le Statut organique de 1947 considérait l'Algérie comme un groupe de départements faisant partie intégrante de la France, dont le système politique assurait le pouvoir incontestable des colons et la réalisation de la politique d'assimilation en excluant l'évolution même vers l'autonomie. Aucune démarche politique n'avait pu amener le Gouvernement français à dialoguer avec les représentants des nationalistes qui ont initié la réflexion sur les nouveaux moyens de lutte contre l'ordre colonial. Il fallait passer de la phase politique à celle du combat armé. La pratique politique réactionnaire de la Quatrième République après 1947 a grandement contribué au développement de l'insurrection armée. La défaite des Français en Indochine a accéléré la constitution du FLN et de l'ALN. Avec l'éclatement de la guerre d'Algérie l'argument des deux France a été abandonné et la référence révolutionnaire servit à justifier la légitimité du combat. Les valeurs de 89 seront accomplis dans le présent au cours de la guerre d'indépendance. En mai 1957 la Fédération de France du FLN a proclamé : « Ce qu'il faut, c'est la Révolution de 1789 ... Notre combat est légitime. Il entre dans la pure tradition de la France révolutionnaire ». ³¹ L'article de El Moudjahid de novembre 1961 reflète la déception, l'abandon définitif de l'argument des deux France : « Depuis sept ans, la sale guerre corrompt toute les valeurs de liberté et d'humanisme que votre pays avait jadis proposées au monde ». ³²

²⁸ László J. Nagy: *ibid.* pp. 149–151.

²⁹ László J. Nagy: *ibid.* p. 155.

³⁰ Stora: L'effet „89”... *op. cit.* p. 237.

³¹ Stora: *ibid.* p. 238.

³² Stora: *ibid.* p. 238.

Le républicanisme français eut une influence déterminante tout au long de l'histoire du mouvement national algérien, à partir des premières revendications politiques de l'élite formulées depuis le début du vingtième siècle jusqu'à la guerre d'indépendance. Le nationalisme algérien se nourrissait des idées de la révolution française, mais on constate des différences par rapport à la vision française qui provenaient d'une conception différente de la civilisation. L'aspiration à la liberté et à l'égalité politique du mouvement national était inséparable à celle de l'égalité sociale. Son objectif principal, la souveraineté par le moyen de l'indépendance permettait d'aller à l'Unité non seulement de l'État Nation mais du Maghreb et du monde arabe, à l'unité de la communauté islamique.. La référence à l'Islam et à la culture arabo-islamique traduisait la volonté de récupérer l'identité culturelle nationale, le recouvrement des richesses nationales et leur remise au peuple algérien. Cette idéologie de régénération a été une des raisons de son succès dans les masses populaires. Ni le gouvernement français ni l'opinion publique française n'a compris le nationalisme algérien. La Droite coloniale a assimilé la défense de ses privilèges à la souveraineté française, la Gauche coloniale l'a suivi sur cette voie avec quelques velléités dans la recherche d'une application partielle de la politique d'assimilation. La Droite coloniale est restée maîtresse du destin de l'Algérie, se dressant contre la moindre politique de réformes en sabotant un Statut en 1949 qui aurait pu rendre possible un dialogue avec le mouvement national.³³ Les nationalistes ont conclu à l'impossibilité du dialogue avec les autorités françaises. L'échec de l'action politique, la répression contre les partis nationalistes ont déclenché le combat armé qui aboutira à l'indépendance après une longue guerre sanglante.

³³ Kaddache: L'histoire du nationalisme, op. cit. p. 885.